

<http://divergences.be/spip.php?article2394>



Charles Reeve

Portugal. Quand un bon élève fait faillite

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Thématiques - Charles Reeve (J. Valadas) - Textes -

Date de mise en ligne : jeudi 2 juin 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Quelques semaines avant la chute du gouvernement, le premier ministre socialiste Socrates abaisse le taux de TVA frappant les terrains de golf de 23 % à 6 %. Devant la perplexité générale, il explique que ce secteur touristique va permettre de sortir le Portugal de la crise... Puis, deux jours avant que le pays ne demande l'« aide » financière de Bruxelles, les mairies de deux grandes villes, Porto et Faro, annoncent que les cantines scolaires resteront désormais ouvertes pendant la période des vacances, afin que les enfants puissent prendre au moins un repas par jour. Il est vrai que la région urbaine de Porto, deuxième ville du pays, concentre deux tiers de la grande pauvreté et la majorité des rmistes du Portugal. Quant à Faro, la grande ville de la zone touristique d'Algarve, son taux de chômage dépasse la moyenne nationale (officiellement de l'ordre de

11 %). Ces deux anecdotes soulignent à la fois l'arrogance de la classe politique et l'appauvrissement général de la société.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH226/1303152560-9f03c.jpg>

Dix ans après avoir été classé « bon élève de l'intégration européenne », le Portugal en faillite fait la une des journaux. Et les médias découvrent d'un côté la pauvreté, les inégalités sociales et, de l'autre, les dépenses ostentatoires de la bourgeoisie, surtout des « nouveaux riches » nourris par cette « intégration ». Entre autoroutes et centres commerciaux où les grands de la distribution allemande, française et espagnole étalent leurs marchandises sous les regards avides d'une population au pouvoir d'achat réduit mais à l'accès aisé au crédit, l'Européen de passage avait fini par croire que le Portugal était en Europe, un pays moderne, alors que le peuple portugais ne savait plus où il en était... Certes, le capitalisme est un système de classes fondé sur l'inégalité sociale, et le petit Portugal n'y échappe pas. Comme il n'échappe pas non plus aux conséquences de la période néolibérale caractérisée par un fort déplacement des revenus au profit du capital. Sauf que cette évolution vers une société « à deux vitesses » se plaque ici sur une pauvreté ancestrale.

Quelques chiffres aideront à revenir à la réalité. Au Portugal, le revenu mensuel moyen est de 1000 euros mais il chute de moitié dans les régions pauvres du pays. Sur une population de dix millions d'habitants, plus de deux millions sont des retraités, dont à peine 10 % touchent des pensions dépassant les 1 500 euros, la valeur moyenne mensuelle des retraites étant de 380 euros. Un million trois cents mille personnes vivent avec les 189 euros de l'allocation minimum. Enfin, près d'un million de personnes, surtout les jeunes, travaillent sous contrats précaires à€” les fameux « reçus verts » (assimilables au statut d'auto-entrepreneur) à€” devant payer eux-mêmes les charges sociales. Depuis quelques années, le taux de pauvreté est reparti à la hausse. D'après les organisations charitables, les demandes d'aide ont augmenté de 40 % au cours des seuls deux premiers mois de 2011. Et les soupes populaires sont assaillies. Au Portugal, pays d'émigration, nombreux sont ceux qui reprennent le chemin de l'exil. Dès 2000, le taux d'émigration s'est rapproché de celui des années 60 du siècle passé et, tous les mois, ce sont deux mille chômeurs qui quittent le pays et sont rayés des listes des inscrits.

L'État portugais est aujourd'hui lourdement endetté et il n'a même pas les moyens de continuer à emprunter à des taux faramineux pour honorer le service de la dette. Il vient ainsi d'être mis sous le contrôle direct de Bruxelles. Avant de décoder le discours de la novlangue économique sur la dette, il importe de revenir sur le processus même qui a amené à cette situation.

Le Portugal est un cas exemplaire de l'« intégration européenne ». Ces sociétés pauvres de la périphérie ont été, de fait, pillées par les entreprises et banques des grands centres capitalistes européens. La faible économie locale de naguère a été détruite, l'agriculture et la pêche, qui faisaient vivre, même mal, les populations, n'existent quasiment plus. Pendant quelques années, les bas salaires ont attiré des industries à forte concentration de main-d'œuvre peu qualifiée, cela jusqu'à l'adhésion des États d'Europe centrale. Subsistent aujourd'hui un petit nombre d'entreprises modernes et quelques sociétés sous-traitantes des grandes multinationales, toutes touchées par la crise mondiale de la rentabilité. Le tissu social est exsangue. Rien que dans la région urbaine de Porto, cinquante commerces ou petites entreprises ferment chaque jour. Dans certaines rues commerçantes du centre historique de la ville, la moitié des commerces a fermé et un immeuble sur trois est abandonné voire en ruine. En 2010, 40 000 emplois ont été

supprimés dans le secteur du commerce sur l'ensemble du pays, au profit de la grande distribution, contrôlée par les grands groupes européens. Dans le secteur agricole, l'exode, l'abandon des champs, la spéculation immobilière touristique et les aides européennes à la mise en jachère des terres ont abouti à l'effondrement de la production. Jadis pays agricole, le Portugal importe aujourd'hui un tiers de ses besoins alimentaires.

Revenons maintenant à l'escroquerie qui se cache derrière le discours sur la dette. On se réfère ici à la seule dette publique, laissant de côté la dette privée. Ce qu'on appelle l' « aide » de Bruxelles ou du FMI n'est que la poursuite de prêts, à des taux à peine plus bas que ceux du marché financier privé, conditionnée par l'application de mesures d'austérité plus agressives. En réalité, cette « aide » constitue une aide au secteur bancaire européen qui va ainsi pouvoir continuer à toucher les intérêts de la dette. Pour la seule année 2011, l'Etat portugais doit emprunter 39 milliards d'euros, dont 32 concernent les intérêts et l'amortissement de la dette. Les banques européennes sont fortement compromises dans ce mécanisme. Sur les 380 milliards d'euros prêtés aux gouvernements portugais, irlandais, grec et espagnol, 264 milliards ont été apportés par les banques des autres pays de la zone européenne. Et, dans le cas portugais, c'est la banque espagnole qui se trouve particulièrement « exposée ». Cela veut dire que, dans le seul but de payer les intérêts de la dette existante, on continue d'augmenter le montant de cette même dette... à€" mécanisme boule-de-neige dont un Etat ne peut se sortir que par la faillite et le refus de paiement. En réalité, c'est la continuation du paiement des intérêts qui compte pour les banques, la dette ne sera, elle, probablement jamais remboursée. Ce qui semble déjà se confirmer pour le cas grec.

Outre assurer le service de la dette, l'Etat doit aussi couvrir le financement de ses propres services et autres dépenses. Parmi les dépenses dites d'investissement, il y a celles dites de « relance », selon la bonne logique keynésienne, qui sont censées entraîner la reprise économique. Allouant de l'argent aux grandes entreprises européennes de travaux publics et à quelques sous-traitants locaux, ces dépenses parviennent à peine à peser sur le niveau de l'emploi. C'est le cas du projet de ligne ferroviaire à grande vitesse entre Lisbonne et Madrid, dont les contours se réduisent de jour en jour...

Puisque la pression du secteur financier international ne permet plus d'escamoter le service de la dette, c'est évidemment le budget de fonctionnement de l'Etat qui doit souffrir, de l'éducation aux services de santé.

Au Portugal comme partout, les mesures de rigueur obéissent à une même logique capitaliste. Le but est de réduire drastiquement les salaires. Pour les économistes qui animent les marionnettes du monde politique, le problème actuel de la compétitivité du capital réside dans le coût du travail qu'il faut abaisser pour encourager les investissements privés et favoriser du même coup la relance. Or l'argument est insoutenable dans une société comme la portugaise, où la pauvreté sociale est structurelle et la précarité du travail une des plus élevées d'Europe, et où la baisse de la part des salaires dans la richesse produite a commencé bien avant le début de la crise. Après avoir appauvri les travailleurs de l'industrie, les plans d'austérité du gouvernement socialiste portugais ont réussi à raboter le niveau de vie des classes moyennes : fonctionnaires, enseignants, etc. à€" allumant le feu de la révolte dans des secteurs auparavant pacifiques.

Début avril, les médias ont largement discoursé sur la nouvelle instabilité politique, en l'expliquant par la vie politicarde qui se déroule au-dessus des têtes des simples quidams. Rien de plus faux, car cette crise politique à€" la chute du gouvernement à€" a été précipitée par une crise sociale qui n'est pas d'aujourd'hui, caractérisée par une multitude de grèves, y compris de grèves générales et d'imposantes manifestations de rue. Pour les syndicats à€" parmi lesquels domine la CGTP, contrôlée par le parti communiste, implantée surtout dans le secteur public – ces journées d'action sont organisées avant tout dans le but de canaliser le mécontentement vers une voie négociatrice.

Le fait est que la participation aux grèves tend à être massive et combative. Le cas le plus exemplaire est le conflit très dur mené par les enseignants du secondaire – contre le démantèlement de leur statut et la dégradation programmée des conditions d'enseignement – qui se prolonge depuis plus de deux ans. Théâtre d'affrontements

avec la police, la dernière journée de grève générale du 24 novembre 2010, a mobilisé les secteurs privés et publics, et l'on a assisté à pour la première fois depuis les années de la révolution portugaise – à la formation de piquets de grève, à des tentatives d'occupation et à des appels à la prolongation du mouvement.

À la fin de 2010, quelques signes singuliers indiquent que le mécontentement a grimpé d'un cran. Tout d'abord, la présence dans les manifestations de petits groupes avec une position anti-capitaliste, exprime une radicalisation de la jeunesse précarisée. Au point que le service d'ordre de la CGTP est intervenu à plusieurs reprises pour empêcher la « contamination » de ses cortèges, où des travailleurs se montraient sensibles aux mots d'ordre révolutionnaires de la jeunesse.

Il y a eu ensuite l'événement *Deolinda*, qui est devenu rapidement une « affaire nationale ». Début 2011, ce groupe de rock célèbre produit une chanson au titre provocateur, « *Parva que sou !* » (Quelle conne je suis !) qui clame : « J'appartiens à la génération résignée/ J'ai vu à la télé des gens qui se portent plus mal que moi./ Je suis de la génération qui ne supporte plus !/ Cette situation dure depuis trop longtemps/ et comme je ne suis pas conne/ je me dis,/ Quel monde si con/ où l'on doit étudier pour devenir esclave. » Les concerts du groupe se transforment en meetings, les salles applaudissent debout, le poing levé. Diffusée sur *You Tube*, la chanson qui fait un simple constat de la situation prend une dimension politique et devient emblématique de la « génération précaire ». Les intellectuels débattent, les politiciens s'inquiètent, les médias se passionnent, le groupe en fait son beurre... tout en se défendant de faire de la politique. Quelques semaines plus tard, *Os homens da luta* (Les hommes en lutte), médiocre groupe de musique populaire qui parodie les chansons de la période révolutionnaire (1974-75), est plébiscité par les téléspectateurs pour représenter le Portugal au festival de l'Eurovision, provoquant la consternation des mêmes intellectuels ! C'est la suite populaire de « Quelle conne je suis ! ».

Et puis, le 12 mars 2011, on passe abruptement du showbiz et de la mauvaise poésie au concret. Un appel à manifester, lancé sur les réseaux sociaux par des jeunes s'auto-intitulant *Geração à rasca* (Génération dans le pétrin, ou génération en galère), fait descendre une foule dans les rues des principales villes du pays : 300 000 personnes à Lisbonne, 100 000 à Porto et 6 000 à Faro. Une foule où se mélangent les générations, classes populaires et classes moyennes, où se côtoient dans une ambiance bon enfant, patriotes drapeau au vent, punks, communistes, anarchistes, individus portant fièrement la Constitution, d'autres affichant des signes rappelant la « révolution des œillets ». Le tout en dehors des partis et des syndicats. De nombreux slogans expriment une critique radicale de la société : « Ni économie, ni travail... Allez tous vous faire foutre ! », « Une autre crise est possible ! ». Deux idées dominent : le rejet de la classe politique dans son ensemble et l'affirmation d'une autonomie dans l'action : « Le peuple uni n'a pas besoin de partis ! ». Travail mystérieux de la mémoire enfouie, on voit réapparaître le mot « *apartidarismo* » (sans-parti), forgé pendant de la révolution des œillets.

Il y a dans la mobilisation du 12 mars 2011 plus de références aux révoltes tunisienne et égyptienne qu'aux révoltes grecques. Sur une pancarte remarquée, on lisait, en portugais et en arabe, « *Basta !* ». Comme si le pourrissement de la démocratie politicienne était assimilé à une nouvelle dictature, au climat étouffant dont il faut se libérer. De même, les allusions à la révolution de 1974 peuvent être interprétées comme le constat d'un projet émancipateur gâché. Projet mythifié et aux contours vagues pour les jeunes d'aujourd'hui, mais néanmoins plus présent dans l'imaginaire social qu'on ne pouvait le supposer. Le slogan d'appel à une deuxième manifestation, le 25 avril 2011, est, de ce point de vue, encore plus explicite, « Le 25 avril dans le pétrin ! ».

Si cette première manifestation scelle le sort du gouvernement socialiste du moment, c'est le discrédit de l'ensemble de la classe politique qui s'y exprime. Les cris prétendument outragés des politiciens, stigmatisant le soi-disant nihilisme des « jeunes », comptent peu face à l'expérience concrète. En trente-six ans, la confiance dans la démocratie parlementaire a fondu, les politiciens sont détestés, perçus comme des escrocs. Le parti socialiste portugais a une responsabilité notable dans la construction de cette image. Sa nomenklatura est un gang de prédateurs, nouveaux riches et affairistes, une pieuvre mafieuse qui fait main basse sur tout ce qui peut apporter

bénéfices ou privilèges, investit les secteurs financiers, immobiliers et spéculatifs, place amis, familiaux et connaissances aux postes juteux. Les ministres et notables socialistes sont exécrés par la population. Rares sont ceux qui ne sont pas impliqués dans des affaires louches qui restent la plupart du temps impunies.

Le Portugal est le premier pays d'Europe où un gouvernement de gauche, socialiste, se voit contraint de quitter le pouvoir devant la montée du mécontentement social provoqué par l'austérité.

C'est aussi un bon exemple montrant combien la classe politique est déstabilisée par la crise. Alors que le discrédit du système parlementaire est grand, les partis ont été forcés d'affronter leur propre électorat. Le parti socialiste portugais l'a fait prudemment. Au Portugal, les mesures de rigueur à l'encontre du secteur public ont été, dans un premier temps, plus modérées que celles prises en Grèce ou en Irlande : réduction de 5 % des seuls salaires dépassant les 1500 euros mensuels et maintien du 13^e et 14^e mois. Dans la mesure du possible, le PS a ménagé son électorat alors qu'il n'a pas hésité à attaquer violemment les travailleurs les plus pauvres. Les indemnités de licenciement ont été réduites d'un tiers et les prestations sociales déjà misérables limitées. Instaurant de nouveaux critères de calcul des conditions d'accès au RMI, le gouvernement a réussi à rayer, en un an, trente mille familles de la liste des bénéficiaires.

À peine avaient-ils quitté la direction des affaires que les socialistes ont trouvé leur nouveau slogan électoral : « Défendre le Portugal » ! Â€" démagogie nationaliste qui cache la défense de leurs intérêts mafieux et de leurs liens avec les secteurs financiers et industriels locaux et internationaux, lesquels risquent d'être mis à mal par l'intervention du FMI. Qui plus est, les plans socialistes de rigueur ont obéi à la même logique que ceux à venir, baisse des salaires, diminution des dépenses sociales, allègement du cadre juridique du marché du travail, protection des hauts revenus et de la classe capitaliste. En attendant l'arrivée du FMI, le parti socialiste portugais a crânement assumé sa tâche de sauvegarde du système. Comme il l'avait déjà fait, dans des circonstances bien plus périlleuses en 1975, lorsqu'il avait fallu imposer militairement et avec le soutien des Etats-Unis le retour à l'ordre capitaliste.

Après ces trois plans, le parti semblait en mauvaise posture pour poursuivre le sale travail. Il y avait urgence à ravalier le visage de la classe politique, même si tout le monde sait que les remplaçants issus du parti social-démocrate de droite sont des clones des socialistes. Bruxelles – où tout se décide désormais – ne pose-t-elle pas comme condition de

l'« aide » que l'ensemble de la classe politique locale se mette d'accord sur la poursuite de l'austérité ? Ce qui n'est pas fait pour restaurer le discrédit du politique et risque d'élargir encore l'espace de la contestation sociale.

La contagion de l'attitude islandaise Â€" le refus de paiement de la dette Â€" à des pays comme le Portugal, la Grèce, l'Irlande puis l'Espagne, pourrait entraîner l'effondrement du système monétaire européen. L'effondrement des périphéries entraînerait celui des centres capitalistes européens et créerait enfin une situation sociale unifiée en Europe. Faute de quoi on observera un repli xénophobe sur chaque pays, comme en Finlande, avec des conséquences sociales encore plus dévastatrices. « C'est la politique du pire », s'écrieront les talibans du « capitalisme seul horizon possible ». Or, c'est la situation actuelle qui est déjà la politique du pire, pour la majorité de la population, au Portugal comme partout en Europe.

Un slogan a remporté un grand succès lors des récentes manifestations anti-nucléaires à Berlin, à la suite du crime capitaliste de Fukushima :

« Nos centrales nucléaires sont aussi sûres que nos retraites ! ». On pourrait tout aussi bien dire, en paraphrasant ces sages paroles, que « la maîtrise de l'économie capitaliste est aussi sûre que la maîtrise du nucléaire par la science. » Il est temps de mesurer la situation réelle, d'abandonner le sol empoisonné de l'économie et de développer des pratiques autonomes de prise en charge de la société par les intéressés eux-mêmes. Le capitalisme est un système dangereux et les conséquences de sa crise devraient nous y inciter. L'attentisme et la résignation

n'apportent plus la sécurité ; elles sont un danger.

20 avril 2011